



La Commune



Continuité monarchiste

Etat espagnol

Ils sont venus, ils sont tous là avec à leur tête le nouveau Premier ministre de la monarchie José Luis Zapatero et son épouse. Sous une pluie battante et sous haute surveillance policière, un policier tous les deux mètres, toutes les têtes couronnées d'Europe et d'ailleurs, chefs de gouvernements ou leur représentants, ils étaient 1600 invités au mariage de l'héritier du trône de la monarchie franquiste : le prince Felipe de Bourbon. La facture nuptiale s'élève à 29 millions d'euros. "Il y a eu moins de monde que prévu" sur le parcours note à regret le journal *Le Monde* qui rapporte que des républicains arboraient des tee-shirts disant : "Je ne suis pas invité au mariage, mais je l'ai payé."

Le grotesque s'allie au tragique. L'Espagne vit au rythme des attentats contre la classe ouvrière du 11 mars - des centaines de morts et des milliers de blessés, rappelons-le - mais aussi des fastes de la cour. La cour des miracles est-on tenté de dire qui prépare sans vergogne les noces du prince héritier : vingt-trois mille agents des forces de sécurité quadrillent la capitale, quatre F-18 et un avion Awac de surveillance et la circulation aérienne ainsi que le métro et tout le transport public paralysés, les accords de Schengen sur la libre circulation des personnes suspendus du 18 au 24 mai. Pour garantir le succès de l'évènement rien n'a été épargné et c'est le nouveau gouvernement du parti socialiste qui invite lui-même la population à participer aux festivités, une véritable opération de corruption des esprits. Gageons que les électeurs qui s'étaient portés sur les listes du PSOE pour empêcher Aznar de poursuivre la guerre en auront pour leurs frais.

Allégeance à l'impérialisme.

Malgré la victoire du parti socialiste, rendue possible seulement par la réaction populaire contre la guerre, celui-ci n'a pas mis longtemps à afficher son véritable programme et ce après une médiatique annonce de retrait des troupes d'Irak, très vite suivie d'ailleurs de démonstrations d'allégeance à l'impérialisme U.S., avec une visite du nouveau ministre des affaires étrangères à Washington pour rassurer Bush et Powell des véritables intentions du gouvernement monarchique. Zapatero, le nouveau président annonce déjà, avant que le repli soit achevé, un nouveau redéploiement des forces en Afghanistan pour lui prêter main forte.

Le consensus règne donc - malgré quelques couacs du côté du PP où, Aznar le président déchu parle de trahison et de victoire des terroristes - tous, majorité et opposition confondus -, rangés derrière la monarchie.

Le consensus nécessaire

Le gouvernement Zapatero annonce le ton avec le renforcement du "*pacte antiterroriste*" qui soude cette sainte alliance et le lancement de la campagne pour l'approbation de la constitution européenne, celle pour la réforme de la constitution espagnole si agitée pourtant pendant la campagne électorale n'étant plus à l'ordre du jour, afin de mieux préserver la stabilité de l'Etat héritier du franquisme, allergique à toute réforme.

Le plus urgent semble donc la signature de cette constitution qui entérinera tous les mauvais coups à venir contre les travailleurs et les déclarations des nouveaux ministres abondent d'ailleurs dans ce sens avec, dans leur agenda, les privatisations de la RTVE (radio-télévision) et RENFE (chemin de fer). Le ministre de l'économie, spécialiste des coupes sombres - il a été commissaire européen et a condamné la France pour son non respect des déficits publics - mais pas dans le budget de la "*Casa Real*" (la liste royale) et qui ne jure que par la compétitivité des entreprises, vient de recevoir la réponse à ses souhaits puisque les chantiers navals IZAR - en grève depuis plusieurs mois - qui subsistent encore, devront fermer en application de la réglementation européenne sur le financement des entreprises publiques.

Quant à Zapatero ses premières visites protocolaires sont à elles seules tout un programme... Visite à Berlusconi, partisan, tout comme Aznar de la guerre auprès de Bush et pour l'appuyer dans sa requête pour la signature solennelle de la constitution européenne à Rome, et ... à Mohamed VI pour l'assurer de sa solidarité contre le "*terrorisme*" qui se résume par des milliers d'arrestations dans les milieux les plus démunis au Maroc.

C'est donc bien en toute continuité avec la politique de ses prédécesseurs franquistes du PP et contre les aspirations de ses électeurs, travailleurs et jeunes, que le gouvernement Zapatero, d'ailleurs favorablement accueilli dans son communiqué par la CEOE - le patronat espagnol - se dispose à gouverner.

Modifié le jeudi 23 juin 2005

Voir aussi dans la catégorie État Espagnol



« L'irruption d'un mouvement de masse mené par la classe ouvrière est nécessaire

L'Espagne, tout comme la France, subit de plein fouet crise économique et épidémique. Quelle est la situation du pays, du point de vue économique, politique social, quatre ans après la... »



Où vont les Anticapitalistes de Podemos ?

Les anticapitalistes en Espagne sont, comme en France le NPA, issus de la crise du Secrétariat unifié 1 . Ce n'est qu'en 2014, après d'autres crises internes qu'ils ont intégré Podemos à... »



Pactes, corruption et lutte des classes

Les forces centrifuges ne cessent d'agiter l'État espagnol. Pour y faire face, les tribunaux de la monarchie tournent à plein régime, comme en Catalogne, où les affaires font la une des médias :... »



Institutions en crise et nationalités



Tout comme 2015, l'année 2016 s'achève dans la crise des institutions issues du franquisme. Les problèmes non résolus débouchent sur des Cortes croupions très polarisées, révélant... »



À l'épreuve du pacte P.P - P.S.O.E

À peine investi, grâce à l'appui du Partido socialista obrero español (PSOE), le gouvernement minoritaire du Partido Popular (PP) se dispose à faire les réformes exigées par l'Union... »



Crise de la Monarchie espagnole : La brèche

La crise politique de l'État espagnol monte d'un cran avec l'investiture du président sortant, Mariano Rajoy, grâce à l'abstention de soixante-huit députés du Parti socialiste ouvrier espagnol... »